

Una **revolución** que



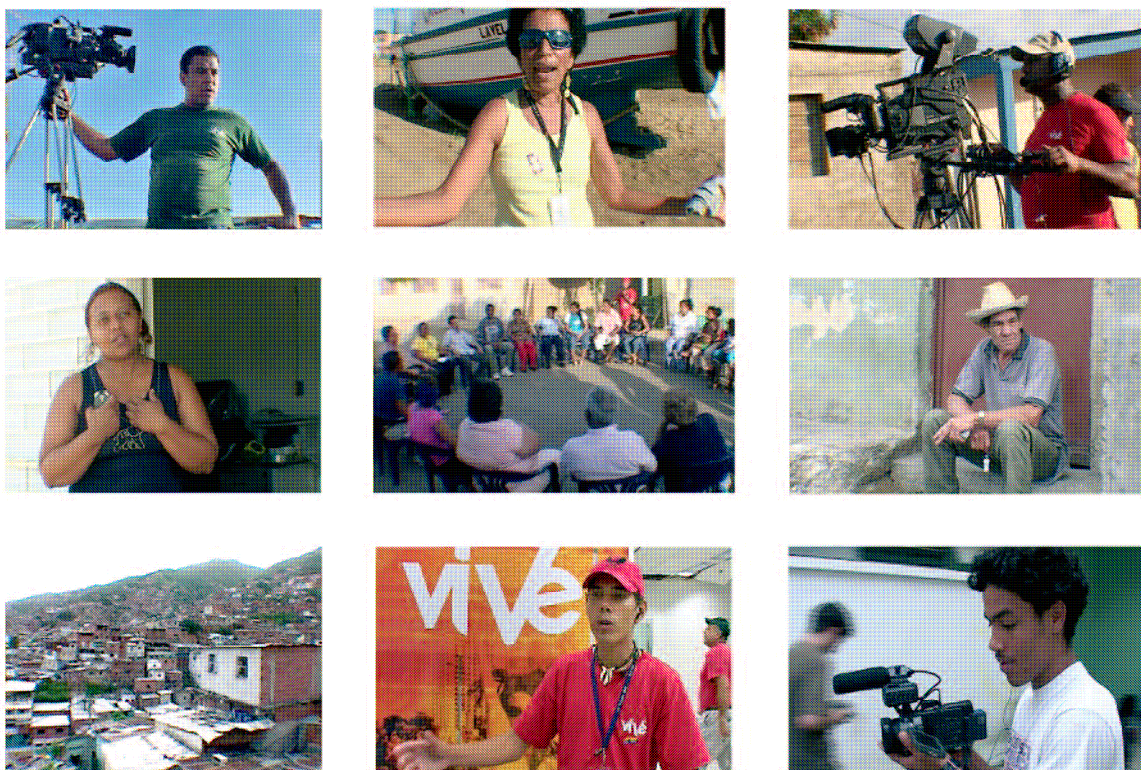
vivé

Un film-documentaire de **Ana Milena Pabón** et **Sylvain Mavel**

Dossier d'accompagnement,
Collège et lycée

SOMMAIRE

FICHE TECHNIQUE.....	3
Sobre VIVE TV	5
Entrevista.....	5
Entretien avec Blanca Eekhout, directrice de ViVE TV.....	5
Entretien avec Ronnie Ramirez en préambule à son intervention sur Vive TV	11
Comentarios generales	14
Venezuela : Vive TV ou la communication au service d'une citoyenneté nouvelle	14
Epílogo: “Una revolución que Vive”.....	18
Sobre los medios comunitarios.....	20
Un Registro Histórico que impulsa y vigoriza la red ANMCLA.....	20
Otras pistas	24
Chronologie succincte du coup d'état.....	24
La situación actual sobre los medios :.....	26
Désinformation sur le Venezuela.....	26
Venezuela : « Médias contre médias » (extraits)	29
Otras fuentes :.....	32
Para profundizar :.....	32



FICHE TECHNIQUE

TITRE « Una revolución que VIVE »
 GENRE Documentaire
 PAYS France / Colombie
 REALISATEURS Ana Milena Pabón & Sylvain Mavel
 ANNEE DE PRODUCTION 2007
 PRODUCTION Autoproduit
 DUREE 65'
 SUPPORT DVCAM / 4:3 / PAL / couleur
 LANGUE Espagnol
 SOUS-TITRAGE Français
 SON Stéréo

SYNOPSIS

Le 11 avril 2002, le Venezuela est secoué par un coup d'Etat manqué contre le Président Hugo Chávez, événement durant lequel les chaînes de télévision privées optent pour le silence médiatique, tandis que le peuple vénézuélien s'organise afin de faire passer l'information à travers des « médias communautaires ». Le président Hugo Chávez Frías comprend alors l'importance du pouvoir des médias au sein des processus de participation populaire et crée le 11 novembre 2003 « Vive TV », une chaîne de télévision dont le but est de rendre « visible » le peuple jusqu'à présent « invisible » aux yeux des médias.

« Una revolución que VIVE » relate cette expérience tout à fait unique, celle d'une chaîne publique soutenant ce « processus révolutionnaire bolivarien », manifestement engagée en faveur des hommes et des femmes exclus de tout temps de la société vénézuélienne.

Outil de propagande Chaviste ou télévision au service du peuple, critique du pouvoir en place? « Vive TV » est une chaîne qui se veut être une alternative esthétique, idéologique et politique à l'offre médiatique du pays.

Coréalisé par une équipe franco-colombienne, ce documentaire propose un regard indépendant sur ce phénomène médiatique, sociologique et politique que constitue « Vive TV ».



Sobre VIVE TV

Entrevista



Entretien avec Blanca Eekhout, directrice de ViVE TV.

De : Justin Podur, RISAL

Un élément clé du processus vénézuélien a toujours été la communication et, en particulier, la télévision. Tandis que le rôle joué par la chaîne d'État, le Canal 8, dans l'échec renversement du coup d'état militaire d'avril 2002 est connu en dehors du Venezuela, et ce largement, grâce au vidéo documentaire « La Révolution ne sera pas télévisée » [1], le rôle des médias communautaires, dotés d'un œil plus critique et d'une base militante, devient de plus en plus important. Le premier exemple a été celui de CatiaTve, une chaîne située dans le barrio - le quartier populaire - de Catia immédiatement voisin de Caracas [2]. CatiaTve a diffusé des programmes culturels, éducatifs et politiques sur la communauté, faits par et pour ses membres. ViVe, une chaîne nationale, s'efforce de faire pour l'ensemble du Venezuela ce que CatiaTve a fait pour Catia. Blanca Eekhout faisait partie

des membres fondateurs de CatiaTVE et en était la directrice ; elle est aujourd'hui devenue directrice de ViVe.



Justin Podur : Parlez-nous succinctement de ViVe.

ViVe est une chaîne publique d'État. En ce moment, elle touche 60 à 70% de la population. Nous désirons que ViVe soit disponible sur l'ensemble du territoire, mais nous n'en sommes qu'au début - nous couvrons Caracas, de nombreux autres États, mais pas toutes les communes rurales. Sa mission est éducative, culturelle, informative. Son intention est de rendre visible la population qui a été exclue jusqu'ici - la majorité -, population constituée de descendants africains, de paysans, d'indigènes pour qui il était impossible jusqu'à maintenant de apparaître dans les médias. Ou plutôt, ces communautés ont fait leur apparition dans les médias, mais sous un jour négatif. On les montre comme des personnes marginales, des criminels. On ne les montre pas en train de construire, d'édifier, de prendre part à la lutte pour le développement du pays. C'est un aspect que nous nous efforçons de changer.

Un autre aspect est constitué par le fait que ViVe s'efforce d'être un pont pour l'Amérique latine. Depuis la conquête espagnole, les empires ont construit des barrières entre les populations de ce continent, et les médias ont joué un rôle important dans ce processus. Il est beaucoup plus facile pour nous en allumant la télévision d'observer n'importe quel quartier de Chicago que de voir le Honduras, le Guatemala, le Salvador, le Nicaragua, la Colombie ou même le Venezuela. Nous ne pouvons ni nous voir ni nous reconnaître les uns les autres.

Une des choses que nous faisons est donc de servir de pont. C'est pourquoi nous avons d'importantes parts de programme consacrées aux documentaires et au cinéma latino-américains. De plus, nous avons rendu possibles des co-productions avec des producteurs indépendants. Le mois dernier, nous avons consacré un programme spécial au Forum social des Amériques en Équateur. Nous avons réussi à transmettre en direct vers Caracas - c'était très intéressant parce que nous avons consacré au Forum 4 heures de programmes sur une semaine. Les militants des mouvements là-bas se sont passionnés pour ViVe. Le mouvement indigène était très enthousiaste : ils pouvaient non seulement observer les mouvements sur place, mais aussi leurs propres délégués vénézuéliens en activité. Nous sommes encore en train de recevoir le matériel qui nous permettra d'émettre par satellite sur le reste de l'Amérique latine. Il est aussi très important pour nous de rendre visible « l'autre Venezuela ».

Dans la dynamique de ce processus de changement, on ne veut pas rester bloqué dans le seul présent : on a envie d'avoir une vision plus large et stratégique. Le débat politique n'est la seule chose. Il y a aussi des espaces éducatifs, culturels, des espaces réservés aux enfants. Il est apparu évident au cours de nos premières réunions que les gens ne voulaient pas se voir présenter seulement de nouveaux programmes ; ils voulaient les faire. Nous avons organisé des ateliers pour enseigner l'usage de la caméra aux populations des communautés. Des personnes issues du mouvement paysan ou d'autres mouvements sont venues réaliser leurs propres programmes. Nous avons lutté pour la démocratisation, la diversité et la pluralité des médias. Cela a été difficile en raison du monopole privé et vertical, de l'exclusion et des cartels qui étaient impénétrables.

Il y a un combat pour faire adopter une loi de responsabilité sociale des médias, loi qui s'efforce de fixer des quotas pour la production nationale, car on substitue trop souvent à la production nationale une production transnationale (lire : celle d'Hollywood). C'est pourquoi à ViVe nous nous battons pour une production nationale et indépendante. Anticipant la loi, ViVe a déjà établi ses quotas - 60% de production nationale dont 60% de production indépendante. Nous soutenons et finançons les producteurs et les collectifs indépendants. La télévision possède cette capacité de diversité et de

pluralité de la programmation. Il y a aussi la programmation culturelle qui rend visible le travail des communautés. Pas seulement les gens ou les mouvements exclus, mais aussi les artistes et les musiciens qui n'avaient jamais trouvé de place dans le passé. Nous nous efforçons de leur procurer une plate-forme.

L'aventure de ViVe est liée à ce que vous-même et d'autres avez accompli à Catia, avec Catia TVe. Pouvez-vous nous parler de l'aventure CatiaTVe, ainsi que de l'histoire des deux réseaux?

Catia TVe a débuté son existence en 2000. J'en ai été la directrice pendant un peu plus de trois ans. J'y suis restée jusqu'en 2003. Le projet a commencé avec ce que l'on appelle des ciné-clubs. Nous montrions des films sur grands écrans dans les quartiers populaires. Le mouvement des ciné-clubs avait débuté dans les années 60 mais, à cette époque, il était lié aux réseaux clientélistes et au patronage des principaux partis politiques. Dans les années 80, il s'en écarta et acquit une certaine indépendance ; les ciné-clubs devinrent les outils des communautés organisées. Le cinéma à la capacité de faire bouger les gens et nous avons fait sortir un bon nombre de personnes dehors pour venir voir des films. Des réseaux d'individus se sont créés. Il s'agissait d'une forme de résistance culturelle qui faisait partie d'un grand ensemble d'activités de résistance, comme la "radio mégaphone" à travers laquelle les gens diffusaient des informations depuis l'arrière de camions ou de voitures. Dans les médias dominants on montrait les quartiers populaires, les barrios, comme des foyers criminels. Les médias contrôlaient l'image du barrio.

Ainsi, ce mouvement de résistance culturelle est venu des barrios et s'y est développé. Beaucoup de lieux où l'on projetait des films étaient de simples maisons de particuliers. J'ai pris part très tôt à ce mouvement. En 1989, l'ensemble du processus devint plus engagé. Le gouvernement de Carlos Andres Perez, qui avait gagné les élections en promettant au pays le retour du paradis, imposa un sévère programme néo-libéral et il y eut des émeutes à Caracas. Le gouvernement envoya l'armée et la police pour réprimer les émeutes, et des centaines, selon nous des milliers de personnes, furent massacrées dans les barrios [3]. Les médias jouèrent un rôle intéressant. D'un côté, la voix du peuple, les voix des barrios, ne trouvèrent aucun écho au sein des partis politiques ou des médias. Bien au contraire, les médias applaudissaient et fêtaient littéralement le massacre à la télévision. Le président en exercice de RCTV déclara dans un enregistrement -après que le massacre ait eu lieu- que « nous » avons « remporté une victoire ». Le camp dans lequel se situaient les médias était plus évident que jamais.

Néanmoins, d'autre part, ce sont les reportages sur les émeutes réalisés par les médias qui firent office d'appel à la révolte à travers tout le pays. De par leurs reportages, les médias ont contribué à généraliser la révolte. Mais ils ont ensuite réduit la population au silence. En réponse à ce phénomène, des organisations dans les barrios sont montées en puissance. Je faisais partie de l'une d'entre elles, une « asamblea de barrios ». En 1992 se produisit le soulèvement mené par Hugo Chávez. Ceux d'entre nous qui étions des activistes culturels, nous nous sommes aperçus que nous travaillions en fait sans projet de changement. Il n'y avait ni parti ni dirigeants pour ce genre de choses : ce que nous faisons était une sorte de tissage social. Mais le soulèvement de 1992 suscita une proposition de changement à travers tout le pays. Jusqu'alors, notre organisation dans les barrios - je m'en souviens - s'occupait de questions quotidiennes très concrètes. L'accès à l'eau, aux transports, aux produits de première nécessité. Ce type d'organisation peut mener à un certain niveau de mobilisation. Les gens privés d'accès à l'eau depuis dix ans, ceux qui devaient marcher pour se procurer de l'eau et remplir des seaux à des citernes communes, se mobilisaient pour changer cet état de choses. Mais il n'existait pas vraiment de discours politique d'accompagnement. Et, à dire vrai, la gauche - de toute façon - ne possédait aucune crédibilité lui permettant de proposer un tel discours.

Les gens croyaient en notre travail et aux combats fondamentaux pour la dignité. Mais Chávez parvint à accomplir en deux minutes à la télévision ce que nous n'avions pas été capables d'accomplir en plusieurs années. On lui avait donné deux minutes de télévision pour dire à ceux qui s'étaient soulevés de se rendre pour éviter un massacre. Il dit deux choses fondamentales pendant son intervention. En premier lieu : « J'assume l'entière responsabilité », ce que personne n'avait jamais encore entendu de la part d'un politique ou d'une personnalité publique. En second lieu, il déclara : « Pour l'instant », nous devons déposer nos armes, mais ce « pour l'instant » devint la promesse d'une lutte pour quelque chose de meilleur. L'insurrection avait préparé à l'idée qu'il pouvait exister un projet politique alternatif pour le pays.

J'ai observé l'effet produit par cette déclaration dans le barrio. La maison était toujours pleine de gens qui disaient : « Peut-on croire cela ? Pouvez-vous croire ce que Chavez a dit ? » Et ce n'était pas seulement ce qu'il avait dit. Il y avait aussi le fait qu'il leur ressemblait : avec ses traits noirs et

indigènes. Pour la première fois, le peuple se sentait représenté. Jusque-là, l'image du Venezuela projetée par les médias avait été creuse : une riche contrée, une terre de pétrole, un pays de reines de beauté. Et non pas un pays de gens se levant à 4 heures du matin pour être exploités au travail en contrepartie d'un salaire de misère avec lequel ils s'efforçaient de maintenir en vie leur famille. Personne ne pouvait croire qu'à la télévision quelqu'un puisse dire : « Je suis responsable ». Nous avons toujours pensé que l'armée faisait partie du système que nous combattons. Comment se pouvait-il qu'un militaire puisse réellement sacrifier sa propre liberté, aller en prison, afin de lutter pour le changement ? Pour ceux d'entre vous qui étaient militants avant Chávez, y avait-il en conséquence beaucoup de méfiance envers lui ? Moi-même, j'ai été emprisonnée deux fois. Je sais comment l'armée et la police traitaient les gens. Ils n'avaient aucun respect pour eux. Nous n'avions pas une grande confiance en Chávez, avec son passé militaire et sa tentative de coup d'État. Mais tout autour de nous, les gens étaient tout simplement stupéfaits de voir à la télévision un jeune métis au teint basané.

Il est important de se souvenir également que la rébellion de 1992 avait été menée par de très jeunes officiers. Le plus haut grade impliqué dans la révolte était celui de lieutenant colonel. Ceux qui possédaient un grade plus élevé étaient massivement contre la rébellion et du côté du système. La population prit position pour défendre Chávez et s'assurer qu'il était bien traité en prison. Puis, il y eut un autre soulèvement en 1992. Cette fois, il y eut une plus grande participation de civils, mais toujours pas de projet ni de plans clairs. Pourtant, c'est vers cette époque que la gauche commença à enregistrer des progrès. Un homme de gauche, Aristobulo Izturiz [4], gagna les élections et devint maire de Caracas en 1994. Il est noir. Il était enseignant de profession. Il faisait partie du Congrès et se servit de cette tribune pour défendre ceux qui étaient impliqués dans le soulèvement. Sa présence à la mairie apporta un solide soutien aux ciné-clubs et aux autres mouvements. Avant 1993, nous travaillions avec un projecteur 16mm, et il n'y avait pas tellement de films disponibles. Nous projetions toujours les mêmes films. C'était bien, c'était toujours collectif et cela permettait toujours de rompre avec la politique du « chacun regarde la télé chez soi », mais avec Izturiz nous fîmes l'acquisition d'un vidéo-projecteur qui nous donna l'opportunité de montrer encore beaucoup plus de films. Mais, plus encore que celle du vidéo-projecteur, l'acquisition d'une caméra fut une chose importante pour nous. Les gens commencèrent à filmer sans avoir de formation. La fréquentation de nos ateliers explosa. Les gens se voyaient maintenant eux-mêmes à la télévision. Les premiers films n'étaient rien d'autre que des enregistrements. On filmait l'angle de la rue, le chien au coin de la rue, les gens qui attendaient à l'angle de la rue, la boutique du quartier, le graffiti du quartier. Ensuite vinrent les films sur des événements sportifs locaux, des assemblées et des fêtes locales. Je fis ma thèse de collègue universitaire sur « le cinéma du barrio », les discours internes et la manière de reproduire les événements du barrio à travers le cinéma. L'étape suivante du processus fut décisive : dans leur combat pour l'eau, pendant l' « Asamblea popular del agua », les militants se mirent à utiliser la vidéo comme instrument de lutte. La caméra devint une arme : nous filmions les responsables politiques venus faire des promesses à la communauté, et utilisions le film pour les rendre responsables de leurs engagements. Ce mouvement cinématographique commença à se transformer en câbles d'un réseau qui permettait de relier la communauté. On créa une chaîne d'information du barrio fondée sur la création et l'échange de ces films. En parallèle, le mouvement bolivarien grandissait au cours des années 90. En 1998, tous ces efforts aboutirent au processus constitutionnel. Il aida à unifier les mouvements autour de l'idée de démocratie. Il n'y avait là rien de démagogique, et il ne s'agissait pas de réclamer au gouvernement de me procurer une maison. Il s'agissait de participer à la transformation du pays. L'utilisation de Bolivar en tant que symbole, ainsi que celle d'autres symboles issus de l'histoire vénézuélienne, était aussi quelque chose de nouveau. Avant cela, les points de référence de la gauche étaient des idéologies comme le communisme, le marxisme, qui ne sont pas aussi clairement intelligibles pour le peuple. Il existait nombre de courants divers, et tout autant de divisions : nationalistes, gauchistes, religieux, tous étaient impliqués mais il y avait des doutes parmi beaucoup d'entre eux concernant la voie électorale à suivre. Pourtant, en dépit de la campagne menée par les médias contre la Constitution - qu'ils taxaient de communisme castriste, fascisme, etc. - la population n'y a pas cru et l'approuva par référendum. C'était une perspective nouvelle pour le pays, pour le transformer. Le mouvement possédait quelque chose d'autre en dehors de la résistance individuelle ou locale. La Constitution procurait un cadre légal pour les médias communautaires. Jusque-là, ces médias étaient pour l'essentiel illégaux. Mais les activistes des médias ont participé au processus constitutionnel et ont obtenu que la communication soit établie comme droit de l'Homme. Ainsi, les médias communautaires n'étaient pas seulement censés être légaux, mais également protégés et développés en tant que droit de l'Homme au même titre que les soins médicaux ou l'éducation.

C'est ainsi que commença CatiaTVe. La communication était un droit inscrit dans la Constitution, mais il n'existait aucune réglementation. Le cadre réglementaire qui gouvernait les médias se basait encore sur celui de l'ancienne république, la quatrième - depuis la Constitution de 1999, nous sommes dans la cinquième -. L'organisme de contrôle, CONATEL, était prévu pour réglementer les entreprises médiatiques. Le fait de devoir imposer le respect des principes de la Constitution a constitué une tâche majeure pour les mouvements. Bien entendu, les dirigeants de CONATEL, avec leur conception néo-libérale de l'État, leur idée de « neutralité », ne comprirent pas. Nous engageâmes donc un professionnel et commençâmes à émettre dans Catia, sans attendre l'approbation de CONATEL, émettant ainsi « illégalement ».



Comment vous êtes-vous procuré le matériel ?

À Rubio, il y avait des gens à l'université très habiles sur le plan technique, et qui savaient construire des antennes. Ils étaient très favorables à notre cause mais n'avaient aucun lien avec les mouvements. Nous étions donc proches des gens mais pas de la technologie ; ils étaient proches de la technologie mais pas des gens. Nous avons réunis nos expériences et avons commencé à émettre. Début 2000, le président Chávez se rendit à Catia à l'occasion d'un événement officiel. Certains d'entre nous sont allés l'interviewer, en se présentant d'abord comme envoyés par « CatiaTVe, télévision communautaire ». Il déclara : « Qu'entendez-vous par télévision communautaire ? » Lorsqu'il apprit ce que nous faisons, il comprit l'importance de nous soutenir. Mais d'autres membres du gouvernement ne s'en rendirent pas compte. Nous avons préparé une inauguration et invité le Président à y assister. Son cabinet lui expliqua qu'il ne pouvait pas s'y rendre parce que CatiaTVe était illégale. Le Président répondit qu'elle était légale selon la Constitution, et que la réglementation devait être mise à jour. Finalement, on effectua certains changements dans la réglementation, et CatiaTVe devint légale.

CatiaTVe et ViVe sont des médias publics, mais également des médias communautaires. N'y a-t-il pas là une contradiction ?

Il n'y a aucune participation possible pour la population au sein des médias privés. La seule sphère pour laquelle subsiste cette possibilité est celle des médias publics. Mais il existe des

contradictions. Il y a vraiment deux types modèles en conflit. L'un d'eux est qu'il s'agit d'un réseau de télévision d'État, doté d'un budget d'État. L'administration de ce réseau est contrôlée par l'État. Et cet État est encore, même après tous les changements effectués, un État conçu dans un cadre néo-libéral, fondé sur l'idée de gestion et de « rendement ».

Ceux parmi nous qui sont issus du militantisme ont découvert que d'une certaine façon il y avait moins de problèmes du temps où nous travaillions sans le soutien de l'État ! Le modèle néo-libéral des médias ne place pas au centre des choses la communauté et les personnes. Il s'agit de créer des spectateurs qui regardent la télé seuls chez eux. Nous ne voulons pas de spectateurs. Nous voulons de la communication. Nous sommes critiques à l'égard des médias. Nous voulons fournir aux communautés des outils - des outils culturels, éducatifs, sociaux, économiques - . Dans la sphère de la communication, nous voulons créer les types d'outil qui existent pour l'économie, comme la Banmujer [5] et les initiatives du micro-crédit, qui ont permis à la population de s'assumer.

Y a-t-il eu des moyens structurés par lesquels vous avez tenté de rompre avec la hiérarchie ?

A CatiaTVe, les premières personnes qui ont appris à se servir de caméras et qui ont tourné les tous premiers films sur la communauté, font aujourd'hui partie de la direction. J'ai quitté mon poste de directrice de CatiaTVe pour venir ici. Mais CatiaTVe possède également une assemblée permanente, et lorsque le mandat d'un directeur prend fin, c'est à l'assemblée de jouer. Les assemblées sont composées d'universitaires aussi bien que de personnes qui viennent juste d'apprendre à lire grâce aux "missions" [les programmes sociaux du gouvernement vénézuélien, ndlr]. Il règne une éthique très forte qui empêche les universitaires de s'imposer ou de monopoliser l'assemblée. Le respect de ce principe n'est pas le fait uniquement de la sensibilité des universitaires : il est aussi le fait des travailleurs au sein de l'assemblée qui ne permettraient pas qu'on le transgresse. A ViVe, nous avons ici une organisation où le personnel de maintenance peut se former à l'usage de la caméra et commencer un travail de production, où le personnel administratif peut prendre part à la production.. La situation est plus qu'ouverte, de sorte que les différents départements peuvent avoir connaissance des diverses tâches en cours. Il s'agit d'un processus lent, mais nous essayons de rompre avec les hiérarchies. Non seulement à l'intérieur de la station, mais aussi en terme de relations entre les « spectateurs », ceux qui sont « vus » et les travailleurs des médias. C'est une pratique qui rend le processus plus solide.

NOTES :

[1] Voir : <http://www.chavezthefilm.com>.

[2] En fait, Catia fait partie du district métropolitain de Caracas, ndlr

[3] Voir : "Le Caracazo, c'était il y a quinze ans", par Frédéric Lévêque, RISAL, 29 février 2004.(ndlr)

[4] Aristobulo Izturiz est une figure importante du parti Patria Para Todos, membre de la coalition gouvernementale. Il est actuellement ministre de l'Education et des Sports. (ndlr)

[5] La "Banque de la femme" est destinée à former et à procurer un appui technique et financier à des femmes des secteurs sociaux les plus délaissés du pays. (ndlr)

http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1139



Entretien avec Ronnie Ramirez en préambule à son intervention sur Vive TV

Ronnie, peux-tu me dire quelques mots sur ce que tu as fait toi, à Vive TV, pourquoi tu y es allé, en quoi ça t'intéresse, et pourquoi tu trouves important d'en parler ?

J'ai été invité l'année passée à quatre reprises à Vive TV pour former des formateurs. Cela faisait un petit temps que je leur avais envoyé mes films, parmi d'autres qui ont alimenté la vidéothèque de l'école populaire et latino-américain «Les fantômes de Victoria», mon premier film, fut souvent utilisé comme une référence pour travailler sur la récupération de la mémoire historique des peuples. La personne qui était le lien là-bas est un ami belge de longue date: Thierry Deronne.

J'ai connu Thierry Deronne, sur un court-métrage de fiction sur Vésale qu'il réalisa en 1990. À l'époque, j'étudiais à l'INSAS (école de cinéma à Bruxelles) dans la section image. J'avais travaillé sur ce film comme électricien, on s'y était bien amusés. Il est parti cette même année pour rejoindre la révolution sandiniste au Nicaragua. Nous avons conservé notre amitié, puis il est parti au Venezuela dans le but de créer des télévisions communautaires. En quelques années, ces télévisions dissidentes se sont multipliées comme des petits pains.

Thierry me donnait régulièrement des nouvelles du Venezuela, de TELETAMBORES, la télévision communautaire qu'il fonda à Maracay. Un jour Thierry est revenu en Belgique pour proposer un projet de documentaire à la télévision belge. Je l'ai accompagné voir le responsable de production documentaire, Hugues Lepaige qui avait coproduit «Les fantômes de Victoria». Le dossier avait besoin d'être retravaillé, mais la situation au Venezuela était instable. Hugues nous avait demandé : - « Et s'il y a un Coup d'État, que ferez-vous ? » On avait répondu que nous filmerions la résistance. Le soir même, le vendredi 11 avril 2002, il y eut le Coup d'État au Venezuela. Le chef du patronat se déclara président de la république, dissout l'assemblée nationale, la Constitution et lança dans la rue les escadrons de la mort... La RTBF, visiblement mal informée, déclara que la démocratie était enfin revenue au Venezuela ! Furieux, nous les avons appelés et ils nous ont dit qu'ils ne pouvaient pas savoir, qu'ils ont juste lu une dépêche qui venait d'être faxée. Avec des amis, nous nous sommes mobilisés pour informer nos journalistes, les claviers des ordinateurs sautillaient, le téléphone chauffait... ma maison s'est transformée en agence d'information. Nous avons réussi à amener Thierry sur le plateau du journal télévisé de la RTBF et de RTL pour éclairer sur la situation. Le dimanche 13 avril, le président fut remis dans son palais sauvé par la mobilisation de son peuple : deux millions de personnes dans les rues de Caracas... Ce soir-là, à la RTBF, l'animateur déclara au journal télévisé que la démocratie était de retour au Venezuela !

Depuis ce jour là, Hugo Chavez a compris que les télévisions communautaires étaient fondamentales, car durant sa détention, les militants avaient filmé la mobilisation populaire devant le palais présidentiel, ils avaient réactivé l'antenne de la télévision nationale et diffusé les images... provoquant le soulèvement de l'armée et du peuple pour sauver leur démocratie. Le gouvernement a conçu une législation pour ces nouvelles télévisions, les a légalisées et a incorporé dans son programme l'idée de changer le paysage médiatique Vive TV est née en novembre 2003 nommant à sa tête les fondateurs des deux télévisions communautaires les plus importantes : Blanca Eekhout de Catia TV et Thierry Deronne de Teletambores. L'école Populaire Latino-américaine de cinéma forme dans les locaux de Vive TV et sur le terrain les militants issus des mouvements sociaux, les membres des télés communautaires et le personnel de Vive TV. Lors de mon dernier séjour j'ai pu voir comment sept de ceux que nous avons formé sont aussi devenus des professeurs. Les dernières nouvelles que j'ai eues d'eux, c'est qu'ils parcourent l'Amérique Latine, donnant des formations aux mouvements sociaux afin qu'ils puissent créer leurs télés communautaires. L'idée c'est que d'ici quelques temps, commence à émettre ALBA TV, une chaîne à caractère continental, qui regroupe le travail de toutes ces télévisions et qui serait diffusée par un satellite vénézuélien en 2008. C'est le 13 avril 2002 que le Venezuela est entré dans mon coeur : le peuple vénézuélien a réussi quelque chose qu'au Chili on aurait aimé voir. Peut-être que soutenir cette révolution pacifique et démocratique est une manière pour moi de faire ressusciter Salvador Allende, de prolonger ce rêve d'une société plus juste à tous les niveaux. C'est poursuivre ce rêve pour lequel beaucoup ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Et s'il faut en croire ceux qui ne se résignent pas, la résistance est quelque chose qui se conjugue toujours au présent.

Pourquoi le film « Una revolución que vive » de Ana Milena Pabón & Sylvain Mavel te semble être une bonne introduction à ce dont tu vas nous parler ?

Le documentaire « Una revolución que vive » d'Ana Milena Pabón & Sylvain Mavel, est à ma connaissance un des rares films sur le processus au Venezuela à s'intéresser à l'un des aspects les plus originels de cette révolution : la réinvention de la télévision, dans un contexte de rupture avec l'ordre communicationnel que l'on connaît actuellement. Pour un processus en marche depuis 1998, ils ne sont pas nombreux les films tournés au Venezuela, qui

montrent cette majorité sociale résolue d'en finir avec le capitalisme. La participation citoyenne aux débats et aux décisions de la société se fait loin de nos caméras. Cet immense espoir qui se matérialise au jour le jour n'est pas visible dans nos médias. Au contraire, notre presse s'acharne à discréditer Chavez et à travers lui le projet de société socialiste. Comme si on voulait empêcher notre gauche en panne d'imagination de s'en inspirer. Malgré cela, des films sur le Venezuela apparaissent souvent dans des conditions précaires, ou dans des élans militants, souvent étroits, pressés ou médiocres, mais ils permettent d'informer autrement. Bien que le film d'Ana Milena et Sylvain ait le mérite d'installer ses personnages dans le temps, de les rencontrer, de les chercher... c'est vraiment le sujet du film qui me semble le plus important à souligner. Il éclaire la manière dont concrètement une télévision révolutionnaire prend forme, comment le rêve se réalise. Ce film est le portrait de Vive TV, une nouvelle chaîne nationale qui est actuellement la forme la plus aboutie d'expérience de média alternatif. Le film est exportable, mais bien comme une référence, pouvant susciter des idées pédagogiques dans ce sens. Il ne nous offre pas cette télé comme un modèle exportable chez nous.

1 - Extraits du dossier « Séance de l'Invité ». Rencontre avec Jean-Louis Comolli et Ronnie Ramirez autour des utopies télévisuelles et de deux films : La dernière utopie : la télévision selon Rossellini de Jean-Louis Comolli (90') et Una revolucion que Vive d'Ana Milena Pabon C. et Sylvain Mavel (65').



Comentarios generales

Venezuela : Vive TV ou la communication au service d'une citoyenneté nouvelle

Par Renaud Lambert Journaliste, membre de l'Observatoire français des médias et d'Action critique médias (ACRIMED).

La chaîne de télévision communautaire publique Vive TV , lancée en novembre 2003, est à bien des égards emblématique du processus bolivarien qui transforme le Venezuela depuis 1998. En donnant la parole à la population, elle participe à la construction d'une «nouvelle identité citoyenne», basée sur la dignité retrouvée des exclus de « l'ancien régime », le respect des différences et l'élaboration d'une démocratie participative où chacun pourra trouver sa place.

Deux écrans de télévision, deux mondes radicalement opposés. Sur le premier, une chaîne privée à succès : RCTV, Globovision ou Venevision. On y montre des personnages à la peau blanche, bercés par la ronde des biens de consommation et souffrant les affres de l'amour déçu, trahi ou fécond. Pour l'observateur européen, rien de très exotique. Sur l'autre, Vive TV, une chaîne de télévision communautaire. On y parle de réforme agraire, de programme d'alphabétisation, d'accès aux soins. Les visages y sont ceux de chauffeurs de taxi métisses, de vendeurs indigènes, de jeunes mères à la peau mâte. Ils ressemblent à la très grande majorité des personnes que l'on peut croiser dans la rue, mais la question se pose : ces deux chaînes parlent-elles du même pays ?

La question des rapports entre médias et société se pose avec une intensité toute particulière au Venezuela. Les médias traditionnels privés [1], aux mains d'intérêts commerciaux et en lien direct avec l'ancienne oligarchie, y ont troqué l'objectivité et la déontologie journalistiques pour un militantisme forcené. Ils endossent aujourd'hui le rôle de porte-parole d'une opposition qui refuse d'accepter la légitimité du président Chávez et rechigne à participer au débat de fond, lui préférant l'agitation subversive [2]. Une chose était certaine dès l'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir en 1998, son projet - visant à rendre leur dignité et leur place dans la société aux pauvres et aux exclus - ne pourrait s'appuyer sur des médias traditionnels. Les fit-il fermer pour autant ? Tenta-t-il de les museler, comme on l'en accuse dans la presse internationale ? Les menaçait-il comme le crient haut et fort Reporters sans frontières ou Human Rights Watch ? Rien de tout cela. Depuis 1998, aucune atteinte à la liberté de la presse n'a été déplorée au Venezuela. Ce que fit Hugo Chávez ? L'une des mesures les plus emblématiques du pouvoir vénézuélien dans le domaine des médias fut indiscutablement la création de Vive TV, la chaîne de télévision communautaire d'état, en novembre 2003.

Alors que 70% de la population - la tranche la moins intéressante pour les annonceurs - n'existe tout simplement pas sur les médias traditionnels privés, le projet de Vive TV est de donner une voix à cette «Communauté des invisibles». Pour la présidente de la chaîne, Blanca Eekhout, l'objectif est de «créer un espace de communication lié au développement du « processus » et à la construction d'un nouveau pays. » Directement issue de l'expérience des médias communautaires et coopératifs, Blanca Eekhout (qui malgré son nom est une vénézuélienne de souche), fut contactée par le gouvernement Chávez alors qu'elle était encore responsable de Catia TV, une chaîne de quartier émettant dans les quartiers ouest de Caracas qui fut fermée en juin 2003 par un maire d'opposition (le seul cas avéré de censure au

Venezuela depuis l'arrivée de Chávez au pouvoir). Aucune condition politique ou idéologique ne fut mise au lancement de ce projet qui visait à «créer une vitrine nationale pour tous les mouvements locaux de communication locale dans le pays.» Confiante dans la volonté du gouvernement de tout faire pour donner au peuple vénézuélien les moyens de s'exprimer de façon autonome, elle a pris les rênes du projet.

Quelques mois après sa création, Vive TV émet déjà seize heures par jour. Les programmes diffusés sont des plus variés : culture, éducation, presse, information mais aussi divertissement et humour. L'accent est mis sur « l'expérience de terrain ». Là où la logique commerciale pousse les chaînes privées à limiter les tournages «en extérieur », plus coûteux, Vive TV met en avant la formation des équipes et l'enrichissement individuel. A l'antenne, on prend le temps de la lenteur et de la discussion. Ainsi, les musiciens qui passent à l'émission Creadores (créateurs), par exemple, n'ont pas forcément d'album à vendre. Ils viennent jouer leur musique, mais aussi en parler, partager leur expérience. Exception dans le paysage médiatique vénézuélien, Vive TV propose le week-end un programme d'information sur la production des programmes : une forme de transparence sur le fonctionnement de la chaîne et la construction de l'information en général trop rare dans le secteur médiatique (au Venezuela comme ailleurs). Seulement quarante pour cent des programmes sont produits en interne de façon à soutenir la production nationale indépendante, créer des liens avec les initiatives locales et assurer un pluralisme réel dans les contenus.

Le processus bolivarien n'a pas créé les médias communautaires : les outils de la démocratie participative ne s'imposent pas du haut vers le bas. Au contraire, fidèle à sa volonté de favoriser l'initiative citoyenne, le gouvernement vénézuélien décida, en 2000, de rendre légaux des organes de communication locaux qui n'étaient jusque là que tolérés ou clandestins [3]. La nouvelle Constitution, qui date de 1999, établit en effet le «droit à la communication» comme l'un des outils cruciaux de la «démocratie participative» [4] qu'elle institutionnalise : «La création culturelle est libre, cette liberté comprend le droit de production, d'investissement et diffusion des oeuvres créatrices, scientifiques, techniques et humanistes, et incluant la protection légale des droits d'auteurs, homme et femme, sur leurs oeuvres (...).» [5] Pour Hugo Chávez, il était évident que, si la construction d'une «nouvelle société bolivarienne» devait passer par la mise en place d'un nouveau type de médias, le processus même d'élaboration de ces nouveaux moyens de communication alimenterait à son tour le mouvement de rénovation de la société vénézuélienne. Puisque «définir ce que nous entendons par communication revient à définir le type de société dans lequel nous souhaitons vivre,» [6] permettre à la «communauté» de construire des médias qui lui ressemblent revient à lui permettre de réfléchir à son identité. Emblématique du processus bolivarien, la réflexion menée dans les médias communautaires est donc à la fois l'outil et l'aboutissement du principe de démocratie participative.

Ici, contrairement à ce qui se passe ailleurs, le «processus» et la ribambelle de mesures qui l'accompagne, sont évoqués du point de vue de la population. Pour Blanca Eekhout, il faut «confronter les discours politiques à la réalité du terrain.» Ainsi, les personnes qui passent à l'écran et discutent de telles ou telles initiatives gouvernementales, de tel ou tel point de l'actualité, ne sont ni des membres du gouvernement, ni des hommes politiques, ni des «experts.» Ce sont des membres de la Communauté. Ils témoignent de la façon dont ils vivent, au jour le jour, les réformes en cours. Ils commentent simplement les faits, loin des programmes politiques et loin des idéologies. Ils donnent leur point de vue, souvent éclairé, sur la réalité du pays. Bref, ils sont la voix de cette conscience politique inouïe qui, plus que son leader charismatique, fait avancer le pays. En effet, où, ailleurs qu'au Venezuela, trouvera-t-on la totalité des textes de loi, au format «poche», en vente sur des étals installés à la va-vite le long des artères de la capitale, au milieu des pièces détachées d'ordinateurs, des logiciels informatiques et des régimes de bananes ? Où, ailleurs qu'au Venezuela, vous citera-

t-on, de mémoire, les articles de la Constitution du pays ? Où, ailleurs qu'au Venezuela, entendra-t-on les militants favorables à un processus accusé par l'opposition et la presse étrangère en général d'être violent et autoritaire, vous répondre, en se frappant d'un geste fier et assuré une poche de chemise qui renferme la «bicha» [7] : «nous n'avons qu'une seule arme, notre Constitution.»

Si Vive TV est bien une chaîne d'Etat, capable de salarier 150 personnes, elle jouit d'une réelle indépendance à tous les niveaux. Sa responsabilité est de montrer, dans la réalité du terrain, ce que fait le gouvernement. A cet égard, elle se distingue de l'autre chaîne de télévision publique, Canal 8, prise dans une logique guerrière de riposte à la propagande d'opposition qui la condamne à la médiocrité journalistique. La mission de Vive TV, c'est de faire remonter une critique de terrain, de personnes impliquées dans le «processus» dans ses aspects les plus contingents. Souvent plus dure que celle de l'opposition, cette «critique révolutionnaire», qui réclame bien souvent que la Constitution soit appliquée plus vite et mieux, est au bout du compte la garante du processus, la vigie sans laquelle le gouvernement pourrait s'embourber dans une idéologie coupée de la réalité du pays. Blanca insiste sur ce point et l'illustre d'une anecdote qu'elle présente comme un exemple frappant de «démocratie participative» directe... et efficace ! «Nous montrions une émission concernant l'une des mesures lancées par le gouvernement» commence-t-elle.» Une des personnes interrogées expliquait que, malgré les annonces du gouvernement, les aides promises n'étaient toujours pas arrivées». Blanca s'illumine d'un large sourire avant de continuer. «Il se trouve que ce jour là, Chávez était devant son poste de télévision et écoutait l'émission. Il décrocha tout de suite son téléphone et appela le ministre concerné pour lui demander de faire avancer les choses.» En quelques jours, la situation était réglée. Succès difficile à gérer pour Vive TV, explique-t-on cependant au sein de la chaîne car depuis, les gens appellent de partout pour faire part de leurs doléances... Or, ce n'est pas là l'objectif de la chaîne. Déterminer la mission de Vive TV, c'est d'abord tenter de répondre à des questions fondamentales. Comment prendre le temps de discuter avec les gens ? Comment ne pas leur imposer des sujets dont ils se trouvent prisonniers ? Comment ne pas instaurer un rapport de «domination» du journaliste envers son interlocuteur ? Comment, enfin, s'assurer d'être vraiment proche de la communauté ? Autant de questions auxquelles Vive TV ne prétend pas avoir trouvé la seule réponse, mais qu'elle a le mérite de poser d'un point de vue fondamental dans son optique de «service public».

L'émission Venezuela Adentro est une illustration particulièrement intéressante de cette réflexion. Les différentes équipes de réalisation disposent d'une semaine entière pour préparer un sujet d'une demi-heure. Le tournage ne commence qu'après deux jours passés à faire connaissance et à mettre en évidence les sujets sur lesquels les gens souhaitent s'exprimer. Une fois de retour dans les studios, toute l'équipe travaille sur le montage : chacun est donc porteur de l'identité globale du travail à chaque étape de sa réalisation. Quand l'émission passe à l'écran, caméras et micros n'apparaissent jamais. Pas plus que les journalistes. Ce radicalisme de l'invisibilité journalistique fut difficile à faire accepter à certains jeunes issus de formations traditionnelles d'où l'on sort convaincu que le degré de visibilité est pour le journaliste la mesure du talent et du succès. Mais, pour Thierry Deronne, responsable des programmes d'information à Vive TV, la chaîne s'attache à permettre aux gens de s'exprimer de la façon la plus directe. Pas besoin de commentaires «en off», de présentateurs ou d'analystes. L'idéal serait même de leur «donner la caméra pour qu'ils donnent eux-mêmes une image de leur vie.» Ce serait là, continue-t-il, «une vraie réussite de la démocratie participative ». Blanca Eekhout, de passage à Bruxelles, en mai 2003.

L'équipe de Vive TV se donne, pour ceci comme pour le reste, les moyens d'atteindre ses objectifs. Une brève comparaison s'impose. Sur la chaîne privée d'information en continu Globovision (surnommée Globoterror par les vénézuéliens qui ne supportent plus le ton

alarmiste sur lequel la chaîne traite l'actualité du pays) il était encore possible, en décembre 2002, de s'exclamer, au sujet des hommes et des femmes noirs ou indigènes que l'on voit à la télévision «des gens si laids, d'où les sortent-ils ? Cela ressemble à un film de Fellini, sans le talent de l'italien (...) on dirait des hommes de cro-magnon (...) des singes (...)» [8] De son côté, Vive TV forme elle-même les équipes de tournage qui alimentent ses programmes. Ces personnes sont issues des «barrios» (la communauté) pour lesquels ils travaillent, gage ultime de la proximité de la chaîne avec son public et seul moyen véritable de donner la parole aux victimes du racisme des grands médias privés : les noirs, les indigènes, les métisses, bref, les non-blancs.

Comme l'explique Blanca Eekhout en conclusion, « Pour Chávez, Vive TV représente une première étape dans la création d'une vraie télévision latino-américaine à l'échelle du continent. » De la chaîne de télévision communautaire de quartier à la chaîne de télévision communautaire continentale, il n'y a qu'un pas : l'apparition d'une même identité citoyenne et sociale à l'échelle du sous-continent portée par le processus bolivarien et les mouvements sociaux en général. Le rêve de Bolivar, transposé au XXIe siècle. A un moment où, partout dans le monde, l'hégémonie des grands groupes médiatiques (bien souvent nordaméricains), est remise en cause, ce projet est plus que jamais d'actualité. Le journaliste Tariq Ali le rappellera lors de l'émission Alo Presidente ! [9] du 18 juillet 2004 en appelant de ses vœux la création d'un grand réseau sud-américain dont l'influence serait comparable à celui d'Al-Jazeera dans le monde Arabe. Il proposera même un nom : El Bolivar...

NOTES:

[1] C'est-à-dire neuf des dix quotidiens nationaux et six des sept grandes chaînes de télévision.

[2] Lire Dans les laboratoires du mensonge, Maurice Lemoine, Le Monde diplomatique, Août 2002.

[3] Il existe aujourd'hui une dizaine de chaînes de télévision communautaire en activité ou en création dans le pays.

[4] «Tous les citoyens et les citoyennes ont le droit de participer librement dans les affaires publiques, directement ou par l'intermédiaire de leurs représentant(e)s élu(e)s. La participation du peuple dans la formation, l'exécution et le contrôle de la gestion des affaires publiques est un moyen nécessaire pour atteindre le processus qui garantisse un complet développement, tant individuel que collectif. C'est une obligation de L'État et un devoir de la société de faciliter l'émergence des conditions les plus favorables pour sa pratique.» Article 62 de la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela

[5] Article 98 de la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela.

[6] Mario Kaplún, chercheur en sciences de l'information.

[7] Littéralement «le machin». Désigne la constitution bolivarienne du Venezuela.

[8] Orlando Urdaneta, sur Globovision, le 19 décembre 2004.

[9] Alo Presidente ! est une émission hebdomadaire diffusée tous les dimanches sur la chaîne d'état Canal 8. Elle présente la particularité d'être présentée et animée en direct par Chávez lui-même, assis derrière un bureau. Au cours des 5 à 6 heures que dure Alo Presidente !, il explique son action, discute avec des invités, reçoit des appels téléphoniques (d'où le titre) d'un peu partout dans le pays, raconte la mythologie dans laquelle il puise des images illustrant l'actualité du pays et va même jusqu'à «pousser la chansonnette». Incompréhensible vu d'Europe, ce programme n'a rien à voir avec les discours fleuves d'un Fidel Castro. Elle perd tout son sens en dehors de la réalité de la situation du Venezuela. Improvisée et détendue, elle donne à Chávez la possibilité de s'exprimer directement avec le peuple. A ce dernier, elle permet de discuter et d'échanger avec le président, mais aussi d'apprendre à le connaître. En effet, nul - aussi bon communicateur soit-il - ne saurait «jouer» un rôle pendant cinq heures. Ainsi, à suivre le cours de sa pensée, à développer son raisonnement devant les caméras et à faire des rapprochements improvisés entre deux idées, Chávez s'ouvre au téléspectateur d'une façon réelle, ce qu'aucun autre chef d'état occidental n'accepterait de faire.

RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine

<http://risal.collectifs.net/>



Epílogo: “Una revolución que Vive”:

Ana Milena Pabón.
Corealizadora.

Históricamente las luchas sociales en América Latina, vienen de las bases; de los campesinos, los sindicatos, las mujeres, los indígenas... la sociedad civil organizada. Esto puede explicarse por la tradición de gobiernos de derecha que ha vivido el continente. Durante los últimos 10 años, el mapa político de América Latina ha cambiado ocasionando lo que algunos intelectuales franceses han llamado “el virage à gauche” y esto puede explicar la necesidad que sienten ahora los actores sociales de acercarse a sus gobernantes tal y como ocurre en Venezuela, Ecuador y Bolivia.

Como lo plantea el filósofo Emir Sader, organizador del FSM "La Carta original del Foro consideraba sólo a los movimientos sociales y excluía expresamente a las fuerzas políticas, pero el cambio pasa por los Gobiernos, por lo que es necesario re articular de una forma nueva la lucha social con la lucha política" .¹

Pertenezco a una generación llena de dudas, he crecido con la caída del muro de Berlín y con el discurso de Fukuyama² que nos anunciaba “el fin de la historia”. Me he criado en un país y en una clase social en la que es más o menos normal discriminar a las personas por su origen racial y por su nivel socio económico, considerarlas menos que nadie. Es por esto que conocer la experiencia venezolana, me ha generado un poquito de esperanza y yo creo que sólo por eso vale la pena hacer un documental que me permita decirlo.

¹ Periódico El País (España) 28 de enero de 2009. “El indigenismo centra la apertura del Foro Social: Lula decide no llevar a Belém a dos de sus colaboradores conocidos por su defensa del neoliberalismo
JUAN ARIAS - Río de Janeiro - 28/01/2009

² **Francis Fukuyama**, né le 27 octobre 1952, à Chicago, est un philosophe, économiste et chercheur en sciences politiques américain d'origine japonaise. Intellectuel influent, très connu pour ses thèses sur la fin de l'histoire, Francis Fukuyama est actuellement professeur d'économie politique internationale à la SAIS de l'Université Johns-Hopkins à Washington DC.

“Una revolución que Vive” no tiene la pretensión de explicar el proyecto político que vive Venezuela, ni mucho menos adentrarse en la polémica de los amores y odios que puede despertar una figura como la de Hugo Chávez. Nosotros nos interesamos a una experiencia única en el continente latinoamericano y es el sincretismo entre un canal de televisión pública y un canal comunitario. (Aunque ellos ahora se auto definan como una televisión participativa)

Hasta antes de la experiencia de Vive estos dos modelos caminaban en forma separada e incluso en oposición. Vive TV propone un modo de concebir la televisión hasta ahora inexplorado y eso es lo que hace interesante interesarse en ese modelo... es sus éxitos y fracasos.

La revolución televisiva que quiere llevar a cabo Vive TV , podría calificarse de una “revolución mínima” en la que se pretenden (aunque no siempre se logre) romper las jerarquías entre directores y técnicos (el pensar y el hacer colectivo y la formación para ello) mostrar en la pantalla las estéticas a las que no estamos acostumbrados aunque sea la mayoría de la gente que se ve cuando se sale a la calle a pie, en la que se destaque la organización social como un valor y no como una amenaza (como pasa en mi país) o como un asunto “démodé” como se ve en Francia.

Así la programación de Vive es muy variada (cultural, educativa, recreativa...) y no se limita a lo político aunque su línea editorial en ese sentido esté claramente identificada: Vive es una cadena de televisión que apoya “el proceso revolucionario del socialismo del S XXI” como lo llaman los Venezolanos y eso no se lo esconden a nadie. A diferencia de los canales privados.

Las reacciones de Vive frente al documental se hicieron esperar. El apoyo durante el rodaje fue permanente, pero una vez enviada la película hubo muchos meses de silencio y un mail que no mostraba mucha satisfacción frente al trabajo (Hubo dos críticas específicas: el momento de la ideologización de Linares y del presentador cuando dice que “los más importante son las palabras de Chávez, por juzgarlas fuera de contexto)

Casi un año más tarde otro mail, en la que nos felicitaban por el trabajo técnico (imagen) y por el énfasis acordado a la formación en la estructura del documental.

Esta respuesta me hace pensar en la lógica de un amigo periodista quien, en pleno cubrimiento del conflicto colombiano, decía que la mejor manera de saber que estaba haciendo bien su trabajo es cuando le llegaban amenazas tanto de la guerrilla, como de los paramilitares, presiones de los carteles de la droga y del Gobierno de turno.

A nosotros no nos llegó ninguna amenaza, pero la reacción de parte de las directivas de Vive, y la desconfianza con la que fue acogido el documental en algunos ámbitos (artístico, periodístico, educativo, intelectual...) nos hicieron reflexionar sobre la dificultades de compartir un modelo que no cabe dentro de los esquemas establecidos aquí y allá. Ni film de propaganda, ni reportaje pedagógico... eso es una revolución que Vive!



Sobre los medios comunitarios

Un Registro Histórico que impulsa y vigoriza la red ANMCLA

Escrito para Reflexionar y Debatir. Cuando lo “Urgente Mata lo Importante”.

Por: Radio Perola 92.3fm la emisora libre y comunitaria de Caricuao. Miembros de la Asociación Nacional de Medios Comunitarios, Libres y Alternativo de la República Bolivariana de Venezuela. - ANMCLA

Realmente no sabíamos como comenzar, pues que difícil se hace hablar de uno mismo, aun más cuando es para señalar nuestros errores y de paso sin que sea mal interpretado en estos tiempos de definiciones profunda; entonces es cuando el Padre Cantor con su pecho cimarrón y su cuatro libertario nos dice: “Échala, tu palabra contra quien sea de una vez, así sepas que rompe nubes échala, la palabra por dentro quema y te da sed, es mejor perder el habla que temer hablar. Échala, tu palabra contra quien sea pero dila ya”:

El pasado viernes 14 de Noviembre nos invitaron a una reunión en la Comisión Nacional de Telecomunicaciones (CONATEL) para discutir un documento que llegó a nuestras manos en principio de esa misma semana, documento de más de treinta páginas para la conformación de una Cooperativa que administrara los cinco millardos de Bolívares (5.000.000.000,00 Bs.) que ofreció y entregó el Compañero Presidente Hugo Chávez Frías como capital semilla para la Creación de un Fondo Cooperativo para los medios Comunitarios, Libres y Alternativos de la Venezuela Bolivariana. Aunque no nos gustó el documento, al principio nos pareció del carajo que nos invitaran a debatir, pues nos permitía señalar nuestras observaciones y conocer la de otros hermanos y hermanas de lucha y amor, sin embargo alegría de tísico, al comenzar dicha reunión con la presencia de solo medios habilitados, los funcionarios de la CONATEL y unos miembros de una Cooperativa; acto seguido escuchamos a la CONATEL nuevamente como en el debate del reglamento de radiodifusión sonora comunitaria y televisión abierta comunitaria sin fines de lucro, nos dijeron es PA' YA, es urgente antes de que termine el año, no hay mucho tiempo, etc. De los 35 medios habilitados solo asistimos 26 quienes pacientemente y con mucha preocupación vimos y escuchamos dos ponencias una por la CONATEL, la otra que consideramos como el ABC de las Cooperativas, se nos dijo que un monto aproximado de 74 millones eran destinados para el funcionamiento de la cooperativa por crear, el resto era distribuido algo así: más tres millardos de Bolívares (3.000.000.000,00Bs.) para compra de equipos, otro tanto para Gastos Operativos por un año (alquiler, servicios, pago de personal, etc.) y un monto menor para procesos de formación y capacitación. La CONATEL propuso que solo el monto destinado a la adquisición de equipo fuera retornable y que fuera sector comunitario quien colocara las condiciones para ello Ejemplo: Tiempo de Gracia, Porcentaje de Interés Anual, Forma de pago, etc.

Ely Flores Coordinadora General y Carlos Carles productor comunitario de Radio Perola 92.3 fm la emisora libre y comunitaria de Caricuao y Miembros de la Asociación Nacional de Medios Comunitarios, Libres y Alternativo de la República Bolivariana de Venezuela. – ANMCLA, estábamos de acuerdo con el planteamiento e incluso propusimos que se asignara parte de los recursos para ayudar a quienes aún no poseían Habilitación Administrativa pero que sin embargo su trabajo y práctica social se inscribe perfectamente en lo que hemos llamado junto al Compañero Presidente y el MINCI, el Sueño Bolivariano, recursos que podrían ayudarlos a que terminaran sus proyectos y sobre todo fortalecer al sector de radios y televisoras comunitarias.

Dicho de otra forma que los recursos y la discusión de la cooperativa por crear, debía ser conocidos y debatidos obvio que por todos los medios habilitados, pero también por los que están en proceso de ser habilitados y quienes aún no han comenzado los trámites pero día a día le dan sentido, sabor y calor de pueblo a los medios comunitarios, libres y alternativos donde participan y le dan sentido a sus propias vidas, pues esa odiosa división leguleya entre habilitados o no, solo sirve para dividir aún movimiento social de muchísimo arraigo popular, desde hace bastante tiempo; gratamente encontramos a pesar del es PA' YA, un estoy de acuerdo por parte del Director de la CONATEL, Ing. Alvin Lezama, sin embargo vimos rápidamente el famoso teatro del policía bueno y el policía malo y los miembros de la Red de Medios Comunitario de Venezuela en esa extraña llave con la CONATEL, dijeron que No, que debía ser discutido esa misma noche, hasta la hora que fuera pero debía ser elegida la directiva y corregido el documento solamente para los habilitados, nosotros estábamos de acuerdo con que se debatiera el documento pero que fuera en varias secciones, y en una consulta amplia y mayoritaria, que debíamos debatirlo con la comunidad que hace posible el proyecto comunicacional de Radio Perola 92.3 fm, que queríamos enviarlo a los Estados

Mérida, Falcón, Nueva Esparta, Sucre, Aragua, Lara, Yaracuy, Carabobo, Apure, Miranda, Zulia donde conocemos del desarrollo de las televisoras y radios comunitarias: Convite Itinerante, Cóndor, Ecos, Frailejón, La Zulita, Libre, Andina, Zamorana, K che, Sur, Horizonte, Bolivariana, Cordilago, Frontina, La voz del Indio, Tu Voz en Positivo, La Voz del Zambo, Ecos del Chupulún, Ondas Libertarias, Pantano, Comunitaria, Dinámica, Soberana, Zamora Libre, Guatire Libre, Brión Libre, Morena, Tuyera, Comunitaria Carora, Antena Libre, Anpa, Canal Z, Urdaneta Stereo, Milenio, Los Guayos, Manantial, Shalom, MBI TV, Resistencia por Apure, Zamora TV, Activa, Macarao, Sendero, Tiuna, Alí Primera, Negro Primero, Santa Rosalía, San Bernardino, Tve Petare, Sur Tve, Junquiteña, Alternativa de Caracas, entre otras.

De los 26 Habilitados presente los vecinos de TV Caricuao se retiraron tiempo antes de la toma de decisión, los hermanos del Colectivo Radiofónico de Petare representado por Fermín y Karina decidieron Abstenerse, a pesar de ser miembros de la Red Venezolana de Medios Comunitario de Venezuela, (quisiéramos saber sus argumentos); el Adeco de Jhan Vergara representante de la Red Venezolana de Medios Comunitario del Estado Zulia para los días difíciles del 11-13 de Abril de 2002, quien celebro el golpe de Estado, hoy Habilitado por la CONATEL repico ante nuestra propuesta de consulta publica con su cinismo que para algo ellos eran de la DIRECTIVA DE SU FUNDACIÓN Y QUE ELLOS DECIDIAN Y PUNTO, ante este arrebato de participación y protagonismo propio de la democracia representativa de la constitución de 1961, solo nos quedo ver como compañero de mucha trayectoria y combatividad incuestionable como nuestro amigos y hermanos Ricardo Márquez de Catia Tve, Indira Rivero de la Radio Tamunangue Libre, Wilfredo de Radio Tarma y otras honrosas excepciones que se encuentran dentro de la Red Venezolana de Medios Comunitario en casi silencio cómplice bajo los argumentos de las necesidades sentidas, lo urgente que planteaba CONATEL, lo distante del recorrido de algunos presentes que tuvieron la dicha de ser invitados por su condición de habilitados, sumaron sus votos para con una abstención, un retirado y 24 aprobaban que debía ser discutido esa misma noche, hasta la hora que fuera pero debía ser elegida la directiva y corregido el documento solamente con los habilitados, y el único Voto contrario a esa propuesta de Radio Perola que llamaba a la solidaridad y al debate amplio, fructífero y prudencial con el Movimiento de la Comunicación comunitaria, libre y alternativa de la Venezuela Bolivariana como parte del movimiento popular.

Nada, estamos seguros que nuestra opción y acción al lado de los pela bolas de la tierra, de los oprimidos, de nuestros hermanos y hermanas de vida, lucha y amor, nos trajo ese día una gran indignación que hoy podemos explicar también desde el panita Alí Primera: “Más arriba de la piel el grito de la tierra cuando se asoma el alma, a los ojos del hombre entonces, vamos hombre sostén con tu palabra el corazón del pueblo, para que no se caiga, que la vereda es larga, para que no se caiga, por que la lucha es larga para que no se caiga.”

Quisimos proponer que estudiáramos la posibilidad de fortalecer experiencias comunicacionales en la Red de Internet, ejemplo Antiescualidos, Viva la Arepa, Red Bolivariana, Aporrea entre otras propuestas pero nada, ya estaba listo era ese día, de esa manera y punto, por lo que decidimos no continuar legitimando esa farsa y nos retiramos, no sin antes, pedir que quedara sentada en acta de dicha reunión y solicitar se nos entregará la misma, más las conclusiones del debate sobre la cooperativa, hasta el día de hoy 21 de noviembre no hemos recibido nada y sabemos que se eligió una junta directiva pero más nada.

También hablamos a quienes aún consideramos compañeros de luchas, hermanos de combate y que están al lado de negociantes como José Ángel Manrique presidente de la Red de Medio

Comunitario de Venezuela, a esos hermanos le dijimos, palabras más, palabras menos que para construir una nueva sociedad, de acuerdo a lo planteado en la constitución de la República Bolivariana de Venezuela como un Estado de Derecho y de Justicia Social, implica necesariamente el establecimiento de nuevos modos de comunicación social; un desarrollo nacional alternativo implica una comunicación alternativa que le es consustancial; o podríamos decir también, inversamente y parafraseando a Mario Kaplún: "definir qué comunicación queremos equivale a definir que tipo de sociedad queremos".

Como Radio Perola 92.3 fm la emisora libre y comunitaria de Caricuao, estamos seguros que lo ocurrido en la reunión en la CONATEL, es solo un error más, que será corregido por la fuerza colectiva del movimiento popular Venezolano, a través de la baterías de medios que ha creado para ejercer su irrenunciable derecho a la comunicación libre y plural, allí nos anotamos y estamos dispuesto a llevar este debate a todos los espacios de lucha necesarios.

De allí la necesidad impostergable de ir perfilando las líneas generales de una comunicación social para la Venezuela Bolivariana. Sin embargo, consideramos conveniente aclarar que la comunicación no la vemos aquí como el acto mediante el cual un emisor envía "mensajes" a un público receptor que pasivamente lo recibe. Esta visión de la comunicación, profundamente introyectada en las conciencias de los ciudadanos, pero de igual manera profundamente cuestionada, no ha hecho otra cosa que desarrollar una cultura alienante que busca en el fondo mantener el poder y privilegios de una minoría de dueños de medios masivos de información. Por el contrario, nuestra visión se inscribe en la idea de la comunicación como proceso social y cultural, indisociable por tanto de los elementos que conforman el vivir diario de la gente. Hay comunicación allí donde hay vida colectiva. La comunicación es un proceso público y colectivo. La comunicación no es, por tanto, un hecho aislado que pueda ser analizado o separado de los espacios en los cuales se desarrolla. Es un hecho social absolutamente ligado a la producción, a la educación y transmisión de saberes sociales colectivos, y a una determinada organización de la vida material de la sociedad. Es, en definitiva, la constitución del espacio público, de sus condiciones de posibilidad y viabilidad desde el pueblo organizado por sus derechos como nos diría Carlos Marx: "La Vida Social, cuya base está formada por la producción material y las relaciones que ella determina, no podrá ser librada del halo místico que cubre sus diversos aspectos hasta que se manifieste como obra de hombres (y mujeres) libremente asociados, que actúan concientemente y son dueños de su propio movimiento social"

<http://www.medioscomunitarios.org/pag/index.php?id=33&idn=76>



Otras pistas

Chronologie succincte du coup d'état

Décembre 1998 : Hugo Chavez remporte l'élection présidentielle avec 56,2% des suffrages.

Avril 1999 : 90% de "oui" au référendum, initié par Chavez, sur la mise en place d'une l'Assemblée nationale constituante.

Décembre 1999 : 70% des Vénézuéliens approuvent la réforme de la constitution qui prévoit un renforcement des pouvoirs présidentiels. Le même mois, de tragiques inondations font entre 30 000 et 50 000 victimes.

Juillet 2000 : Hugo Chavez est réélu avec 59% des voix pour un mandat de six ans.

Décembre 2000 : le gouvernement fait avaliser par référendum (70% de taux d'abstention) le remplacement des dirigeants de la puissante centrale syndicale CTV (Confédération des travailleurs vénézuéliens).

Décembre 2001 : la principale organisation patronale du pays, Fedecamaras, appelle à une grève générale qui paralyse le pays, pour protester contre une série de 49 décrets-lois adoptés par le président en vertu de pouvoirs spéciaux octroyés par l'Assemblée nationale.

2002

7 février : le colonel Pedro Soto demande publiquement la démission d'Hugo Chavez, ouvrant la voie à une série de rébellions d'officiers.

4 mars : des cadres de la compagnie pétrolière nationale Petroleos de Venezuela (PDVSA) descendent dans la rue pour exiger la démission de leur nouvelle direction, désignée par le gouvernement Chavez.

9 avril : début d'une grève nationale à l'appel de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV) et des patrons de Fedecamaras pour soutenir les cadres de PDVSA.

11 avril : une manifestation de 50 000 personnes dirigée par la Fedecamaras et la CTV se dirige vers le palais présidentiel. Des heurts entre manifestants et partisans du président font 15 morts. Des officiers se rebellent contre l'autorité du président, exigeant sa démission. Chavez est fait prisonnier.

12 avril : le commandant de l'armée de terre annonce la démission de Hugo Chavez. Le président de Fedecamaras, Pedro Carmona, déclare qu'il dirigera un gouvernement de transition. Il annonce la dissolution de l'Assemblée nationale, de nouvelles élections législatives et présidentielle.

13 avril : des pillages et des émeutes éclatent. L'armée de terre et la garde nationale exigent le rétablissement du pouvoir législatif en gage de leur soutien au gouvernement intérimaire. Des centaines de manifestants pro-Chavez investissent le palais présidentiel. Pedro Carmona démissionne. Le lendemain, Hugo Chavez fait son entrée dans le palais présidentiel, sous les vivats de la foule.

6 juin : Pedro Carmona obtient l'asile politique en Colombie.

22 octobre : quatorze officiers putschistes réclament la démission du président et appellent à la désobéissance civile. L'armée de terre rejette cet appel à la rébellion.

4 novembre : manifestation de l'opposition réclamant un référendum pour décider du maintien ou non du chef de l'Etat au pouvoir.

2003

2 février : journée de grève générale, au cours de laquelle l'opposition organise une campagne de signatures en faveur de la destitution du président.

29 mai : accord entre le gouvernement et l'opposition sur un référendum devant décider la révocation ou non du président afin de mettre un terme à la crise politique.

2004

28 et 29 février : des affrontements dans les rues de Caracas, entre la police et les partisans de l'opposition, font 11 morts.

15 août : 58% des électeurs vénézuéliens disent "non" à la révocation du mandat du président Chavez.

31 octobre: les partisans du parti au pouvoir confortent leur position en remportant 20 des 23 postes de gouverneurs alors que l'opposition n'en obtient que deux lors d'élections régionales.

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique/chronologie-du-venezuela-1498-2011_458091.html



La situación actual sobre los medios :

Désinformation sur le Venezuela

par **Bernard Cassen,**

L'affaire ne pouvait être que de portée planétaire puisqu'elle a donné lieu, ces derniers jours, à des déclarations quasiment simultanées du Sénat des Etats-Unis, du Parlement européen et de la présidence allemande de l'Union européenne, sans parler des articles fleuves et des éditoriaux de la plupart des grands médias occidentaux. De quoi s'agit-il ? De l'Iran, du réchauffement climatique, de la Palestine, du Darfour ? Tout faux : la gravissime affaire en question est le non renouvellement, par le gouvernement vénézuélien, de la concession de 20 ans, venue à échéance le 27 mai, d'une chaîne de télévision privée, Radio Caracas Television (RCTV), afin d'installer sur sa fréquence hertziennes une chaîne de service public. C'est-à-dire exercer le droit souverain qu'a chaque Etat de disposer des biens publics rares que sont les fréquences hertziennes.

Atteinte aux droits de l'homme, à la liberté d'expression, censure, dérive autoritaire, totalitaire – voire fasciste –, toute la panoplie du vocabulaire rodé depuis des années contre le gouvernement de M. Hugo Chavez a été utilisée à nouveau massivement en cette circonstance.

Du côté politique, on retiendra d'abord la résolution votée à l'unanimité, le 24 mai, par le Sénat américain, en particulier par les aspirants démocrates à la succession de M. George Bush, contre la « fermeture » de RCTV. Votée précisément par les mêmes qui, reniant leurs promesses électorales, venaient, également à l'unanimité, de donner leur accord aux 100 milliards de dollars de crédits militaires demandés par la Maison Blanche pour la poursuite de l'occupation de l'Irak. Un bel exemple de rigueur démocratique.

Par la voix des services de Mme Angela Merkel, présidente en exercice du Conseil européen, l'Union européenne est également allée très loin dans l'hypocrisie. Dans une déclaration du 28 mai, elle « *a noté avec inquiétude la décision du gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela de laisser expirer la licence d'émission de Radio Caracas Télévision (RCTV) le 27 mai, sans appel d'offres ouvert pour la licence qui lui succède* ». On ne sache pas, entre maints autres « oublis », que l'Union ait fait semblable déclaration et ait exigé un nouvel appel d'offres lorsque la licence d'émission de TF1, accordée en 1987 pour 15 ans, a été reconduite par le gouvernement français en 2002 dans la plus totale opacité. Pourtant, la « télé-poubelle » de MM. Bouygues, Le Lay et Mougeotte avait tourné en dérision les engagements qu'elle avait pris dans son cahier des charges en invoquant son « *mieux-disant culturel* ». Tout indique qu'elle continuera impunément à le faire avec son nouveau patron, M. Nonce Paolini, flanqué de M. Laurent Solly, transféré du jour au lendemain du « staff » de M. Nicolas Sarkozy à sa filiale médiatique.

Pour ce qui est de l'abondante production des médias français, avant et après la date du non renouvellement de la concession de RCTV, la palme de la désinformation revient sans conteste, entre maints autres articles de la même veine, à l'éditorial d'un quotidien de référence, daté du 27-28 mai et intitulé « Censure à la Chávez ». Il vaut la peine d'en citer et d'en commenter quelques passages.

D'emblée le ton est donné : « *Le président Hugo Chávez a ordonné la disparition de RCTV* ». Non, RCTV ne « disparaît » pas : elle peut continuer à émettre sur le câble, par Internet et sur le satellite, et va sans aucun doute le faire. Mais, comme la loi le prévoit, sa fréquence hertzienne et sa couverture nationale reviennent au service public à l'échéance de la concession dont elle bénéficiait. Ou bien faudrait-il considérer que cette concession à durée limitée de RCTV était, en fait, à durée illimitée ? Et cela en fermant les yeux sur ses multiples entorses à son cahier des charges qui lui avaient notamment valu d'être fermée pour des durées de 24 heures à 3 jours non pas par les gouvernements de M. Chávez, mais, en 1976, 1980, 1981, 1989 et 1991, par leurs prédécesseurs sociaux-démocrates ou démocrates-chrétiens. Depuis sa première élection à la présidence de la République en 1998, M. Chávez n'a fermé aucune station de radio ou de télévision ni poursuivi aucun journaliste. Pourtant, dans n'importe quel autre pays démocratique, c'est ce qui se serait passé, compte tenu de la caution ouvertement apportée par la plupart des médias – dont RCTV – au coup d'Etat avorté du 11 avril 2002, quand ce n'était pas à son organisation.

L'éditorial poursuit en dénonçant une décision politique « *qui réduit le pluralisme et augmente la concentration de l'audiovisuel aux mains du gouvernement* ». De quelle concentration s'agit-il ? En 2006, on comptait au Venezuela 20 chaînes hertziennes VHF

privées et une publique. On comptait par ailleurs 28 chaînes hertziennes UHF privées, 6 publiques et 44 communautaires. Actuellement, avec l'incorporation de RCTV, le service public disposera de deux chaînes hertziennes VHF, de deux chaînes UHF et de deux chaînes sur la câble. On est très loin du monopole...

Sans la moindre trace d'humour, l'éditorial qualifie ensuite RCTV de « *chaîne privée qui donnait la parole à l'opposition* ». RCTV donnait effectivement la parole à l'opposition, et ne faisait même que cela ! Des études de contenu effectuées sur le mois de janvier 2007 montrent que, dans ses programmes, elle a invité 21 personnalités hostiles au gouvernement, et aucune qui lui soit favorable. Le même mois, une des quatre autres grandes chaînes privées, Globovisión, a invité 59 opposants à M. Chávez et 7 de ses partisans. Seule Televen a respecté la parité : deux de chaque camp.

Certes on peut regretter que la seule chaîne publique hertzienne jusqu'ici contrôlée par le gouvernement, Venezolana de Television (anciennement Canal 8), ne soit pas non plus un modèle d'équilibre, mais comment pourrait-il en être autrement dans un paysage médiatique où la plupart des journaux, radios et chaînes de télévision se comportent en partis politiques d'opposition ? Il faut espérer que TVES, la chaîne qui reprendra le signal de RCTV, tiendra ses promesses de pluralisme, même dans ces circonstances adverses.

Du côté de la presse écrite, la situation est encore plus tranchée : sur 10 quotidiens de diffusion nationale, 9 sont des opposants déclarés au gouvernement. Si l'on étudie le contenu des articles d'opinion publiés dans quatre d'entre eux au mois de janvier 2007, on obtient les résultats suivants : pour *El Nacional*, 112 hostiles, 87 neutres et 6 favorables ; pour *El Universal*, les chiffres correspondants sont 214, 89 et 9 ; pour *Ultimas Noticias*, 31, 59 et 18 ; pour *El Mundo*, 49, 39 et 15. Ce qui ne les empêche pas de recevoir de la publicité des entreprises, des agences et des collectivités publiques.

Prétendre que la liberté d'expression est menacée au Venezuela relève donc de la plus insigne mauvaise foi. Il suffit de s'arrêter devant un kiosque à journaux ou de passer une heure devant un poste de télévision pour être convaincu du contraire. C'est même sans doute le seul pays du monde où, dans le passé, des appels publics à l'assassinat du président n'ont pas entraîné des poursuites judiciaires.

Mais alors, comme dirait M. Sarkozy, pourquoi tant de haine, pourquoi tant d'acharnement et de contre-vérités ? Que M. Chávez irrite au plus haut point les Etats-Unis et leurs alliés par sa politique de récupération des richesses naturelles nationales et par la dénonciation des politiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international peut parfaitement se comprendre. Que des médias appartenant à de grands groupes industriels et financiers répercutent les orientations et les intérêts de leurs commanditaires est dans l'ordre des choses. En revanche, on reste perplexe devant le comportement d'organes de presse où le pouvoir éditorial est officiellement déconnecté du pouvoir des actionnaires...

<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2007-05-30-Venezuela>



Venezuela : « Médias contre médias » (extraits)

par Renaud Lambert,

Nous publions ci-dessous, pour le présenter, des extraits d'un article de Renaud Lambert, publié par *Le Monde diplomatique* (Acrimed)

« *Vous ne pouvez impulser un changement social si la parole est monopolisée par l'autre .* » Dans le contexte de révolution démocratique que connaît le Venezuela, la question des rapports entre médias et société se pose avec une acuité toute particulière. Les médias traditionnels privés), et notamment les cinq grandes chaînes de télévision du pays - Venevisión, RCTV, Globovisión, Televen et CMT -, donnent de la société une image qui surprend tout visiteur acceptant de sortir des quartiers chics de l'est de Caracas. A l'écran, les peaux sont blanches, les maquillages très « tendance », les coupes de cheveux irréprochables. bercé par la ronde des biens de consommation, on y témoigne des affres de l'amour déçu, trahi ou fécond que connaissent des conducteurs de 4 x 4 et de coupés sport. Bref, alors que plus de 60 % de la population vit dans la pauvreté, on s'y sent plus proche de Miami que des quartiers populaires de Petare ou Catia, trop pauvres, il est vrai, pour intéresser les annonceurs.

Aux mains d'intérêts financiers liés à l'ancienne oligarchie, se substituant à une opposition politique affaiblie par les défaites électorales et les divisions, les médias ont orchestré les différentes campagnes de déstabilisation auxquelles le gouvernement du président Hugo Chávez a dû faire face. Ce dernier les a-t-il fait fermer pour autant ? A-t-il tenté de les museler, comme l'en accuse assez régulièrement la presse internationale ? Il s'est contenté, pour briser cette « dictature médiatique », de légaliser les organes de communication communautaires qui n'étaient guère que tolérés ou clandestins jusque-là.

Nous sommes en 2000. M. Chávez est en visite à Catia, l'un des quartiers les plus pauvres de Caracas. Dans son article 98, la nouvelle Constitution - qui instaure la cinquième République - vient de reconnaître que le droit à la communication est l'un des outils fondamentaux de la participation citoyenne. Toutefois, issue de la quatrième République, la loi qui régit le secteur des médias est toujours en vigueur. « Qu'entendez-vous par télévision communautaire ? », demande le président, vivement intéressé, à la jeune femme qui vient de l'interroger, se réclamant de ce type de média - illégal selon la loi - fonctionnant à Catia. « On veut créer un contre-pouvoir, démythifier le langage des médias. Montrer que ce sont des instruments, qu'ils doivent être entre les mains des gens. » Quelques mois plus tard, M. Chávez inaugurerait officiellement ce qui va devenir la chaîne de télévision Catia TVe.

Dans les quartiers populaires, en effet, on n'avait pas attendu le gouvernement bolivarien pour organiser la résistance culturelle face aux médias dominants. Dès les années 1980, les premières actions ont été organisées : projection de films, diffusion d'informations « à la crieuse » (les « radios mégaphones »), rencontres de quartier pour discuter d'une réalité rendue invisible, celle de la vie dans le barrio. Aidés par des cinéastes professionnels, ceux qui ont une expérience technique mettent sur pied des ateliers de formation...

Le concept de « média communautaire », fait par et pour la communauté, s'ancre dans la réalité des quartiers. Bien sûr, la participation des dominés n'est pas à elle seule un gage de qualité. La ligne éditoriale peut paraître réduite à sa plus simple expression : si un programme ne donne pas dans la diffamation, « *il passe* ». Alors, beaucoup de choses passent... Un peu faible comme alternative aux médias dominants, ces projections dont on pourrait craindre qu'elles ne s'apparentent à des séances « diapo vacances », avec leurs longueurs et leurs maladresses ? Pas si sûr, car il n'est nullement question d'ériger l'amateurisme en vertu. Par ailleurs, elles répondent au besoin réel d'une population exclue des autres médias : « *Les gens, explique l'une des participantes, avaient une soif immense de se reconnaître, de s'autoreprésenter.* » [...]

[L'article se poursuit par une analyse de ces « médias communautaires » (*Acrimed*)]

[...] Ce que les télévisions communautaires locales font au niveau de leur quartier, Vive TV le met en œuvre à l'échelle nationale. Selon Blanca Eekhrout, le projet vise à « créer une vitrine nationale pour tous les mouvements de communication locale ». Contrairement à ce qui se passe dans les autres médias, on s'attache ici à « confronter les discours politiques à la réalité du terrain ». En favorisant cette communication entre citoyens à l'échelle du pays, mais aussi entre les citoyens et l'Etat, Vive TV porte en elle le principe même de la « *contraloría social* » (veille citoyenne), garante de la pérennité du projet bolivarien et moteur de la « révolution dans la révolution » qu'a récemment évoquée le président Chávez. [...]

<http://www.acrimed.org/article2147.html>



Otras fuentes :

- Sitio de VIVE TV
<http://www.vive.gob.ve/>
- Sitio de RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine -
<http://risal.collectifs.net/>
- Sitio del ministerio de la comunicación y la información
<http://www.minci.gob.ve/>

Para profundizar :

- Site de l'ACRIMED :
<http://www.acrimed.org/>
- Site de Reporter sans Frontières :
<http://fr.rsf.org/>
- Sur le pouvoir politique et les médias en Amérique Latine :
<http://id.erudit.org/iderudit/040402ar>

Crédit photographique : Ana Milena Pabón et Sylvain Mavel